

2004

RAPPORT D'ACTIVITES

1,5



SODECI s.a.

NOTRE MISSION, VOUS SERVIR

Service client : 02 99 60 00 00

SOMMAIRE

MESSAGE DU PRÉSIDENT

PAGE 2

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

PAGE 3

BILAN DES ACTIVITÉS

PAGE 4 - 5

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2004

PAGE 6 - 8

BILAN SOCIAL

PAGE 9 - 10

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2005

PAGE 11

ETATS COMPTABLES

PAGES 12 - 13

ETATS FINANCIERS

PAGES 14 - 19

ETAT ANNEXÉ

PAGES 20 - 24

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Mesdames, Messieurs, Chers actionnaires,

L'exercice 2004 a été riche en événements. Mais nous retiendrons que la situation du pays reste assez préoccupante eu égard aux divers problèmes liés à la situation sociopolitique qui perdure depuis 2002 : dégradation de l'économie, climat politique délétère, insécurité et vandalisme grandissant, etc.

En ce qui concerne notre entreprise, la facturation normale n'a toujours pas repris dans la zone difficile. Néanmoins on peut dire qu'après deux années (2002 et 2003) de résultats négatifs, nous avons su nous réadapter face à la crise socio-politique pour renouer cet exercice 2004 avec un résultat positif largement supérieur à 2001. C'est au Directeur Risque de l'AFD que nous empruntons les mots pour décrire le positionnement de SODECI : « SODECI a montré une capacité à s'adapter et à s'organiser pour faire face à la crise et cela donne confiance » (Conclusion de l'audit AFD de septembre 2004).

Pour notre part, nous dirons simplement que durant 2004, notre entreprise a progressivement évolué pour retrouver sa rentabilité en misant sur des actions stratégiques malgré la situation socio-politique difficile. En effet :

1) Huit années après le dernier tarif de 1996, nous avons négocié et obtenu l'application d'un nouveau tarif au client. Ce tarif reste équitable pour l'ensemble des parties et il est résolument tourné vers la mise à niveau des moyens d'exploitation.

2) Un marché de travaux d'urgence a été obtenu pour faire face aux problèmes de saturation des outils de production d'Abidjan.

3) Un programme d'appui de l'Union Européenne aux zones nord a été obtenu.

4) Un processus de reprise de la facturation de la « zone difficile » a été entrepris malgré la situation de méfiance.

5) Les structures opérationnelles ont été adaptées pour faire face aux défis d'exploitation. Ces adaptations sont basées sur un plan d'encadrement de proximité : une structure en deux pivots - Exploitation Abidja et Exploitation Intérieure et une nouvelle Direction Logistique.

6) Des actions de maintien d'un bon climat social (CVS) et d'amélioration des performances (Audit d'Exploitation MDP) ont été poursuivies. Elles auront permis d'une part d'assurer un bon climat social, d'autre part des gains importants.

7) Notre principale faiblesse reste la maîtrise du ratio de facturation qui n'a toujours pas répondu à nos engagements contractuels et nos objectifs budgétaires.

En attendant une évolution du climat sociopolitique nous devons continuer de faire face aux impayés de l'Etat notre plus gros client qui n'a pas encore repris les paiements. Nous devons surtout améliorer nos indicateurs de référence que sont le ratio de facturation et le taux de recouvrement en adoptant des stratégies appropriées. Au-delà, il faut préparer la fin du contrat afin de nous positionner comme leader incontournable.

Pour réussir tous ces défis, les hommes et les femmes de SODECI sont engagés avec leur Direction Générale en vue de demeurer une entreprise de référence. Chers actionnaires, je sais pouvoir compter sur votre confiance pour accompagner nos équipes et leur permettre de continuer avec des résultats positifs. Je vous remercie.

Marcel ZADI KES
Président du Conseil d'Administration

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

ORGANIGRAMME DE LA SODECI

M. ZADI KESSY MARCEL / PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

KOUASSI BROU

DIRECTEUR DU CONTRÔLE DES PROCÉDURES

GOUETI BI TRAZIÉ / DIRECTEUR GÉNÉRAL

AYEBOUA ODETTE
APIA EKRA JOSEPH

DIRECTEUR RISQUE MANAGEMENT
INSPECTEUR GÉNÉRAL

PAOLI JEAN-MARIE / DIRECTEUR GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS

EBAH BASILE / DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EXPLOITATION

YOBOUÉ DESCORD
ANGOFI JACOB
TAPÉ ZÉKRÉ
DA CRUZ DOMINIQUE
SILUÉ ZAHALO

DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION INTÉRIEUR
DIRECTEUR DE L'EXPLOITATION ABIDJAN
DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT
DIRECTEUR DES ETUDES TRAVAUX ET MAINTENANCE
DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE

ESSEY KOUADIO / DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ADMINISTRATION

BAGROU GOLI
SEM SYLVESTRE

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES
DIRECTEUR DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE

DAUPHIN GEORGES / DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT FINANCES

COULIBALY AÏCHA
LAGO CHANTAL
SEM ELÉONORE
FOFANA BRIHIMA
LEVRARD Frédéric

DIRECTEUR CENTRAL FINANCES COMPTABILITÉ GESTION
DIRECTEUR FINANCIER
DIRECTEUR COMPTABLE
DIRECTEUR DU BUDGET
DIRECTEUR DU BUDGET ADJOINT

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. ZADI KESSY MARCEL / PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. GOUETI BI TRAZIÉ ALPHONSE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE FIRMIN
M. DIARRA OUSMANE
M. MARIEN PHILIPPE
M. PETERSCHMITT LOUIS

M. BOUYGUES MARTIN
M. KONAN CAMILLE
M. MIREMONT AUGUSTE
M. SANGARET AUGUSTE

M. BOUYGUES OLIVIER
M. LE BOUC HERVÉ
M. PELISSOU MARCEL
M. TALBOT JEAN-FRANÇOIS

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ERNST & YOUNG
TITULAIRE
01 BP 2715 ABIDJAN 01

MAZARD ET GUERARD
SUPPLÉANT
01 BP 3989 ABIDJAN 01

SIGECO
Co-TITULAIRE
01 BP 1328 ABIDJAN 01

CAROLINE ORIO
SUPPLÉANT
01 BP 2715 ABIDJAN 01

BILAN DES ACTIVITÉS

PRODUCTION EAU

Abidjan

Les ouvrages de production d'Abidjan arrivés à un niveau de saturation depuis une quinzaine d'années déjà ont été fortement sollicités par le flux de population du fait de la crise socio-politique. Cela a entraîné un nombre important d'heures d'arrêt de forages et de nombreuses interventions sur les pompes immergées au premier semestre. Nous avons néanmoins, depuis juillet 2004, retrouvé un niveau de production de 308 000 m³/jour sur Abidjan soit 2% de plus par rapport à la production journalière moyenne de 2003, suite à la mise en œuvre du programme d'urgence. Cette reprise de l'activité a permis d'atteindre 107,669 Millions de m³ soit une progression globale de 1,59% par rapport à l'exercice 2003 comme l'indique la courbe ci-dessous.

DR Intérieur Libre

En Direction Régionale de l'Intérieur - zone libre - l'activité s'est poursuivie normalement en 2004 dans les Directions Régionales de Yamoussoukro, Basse Côte, Gagnoa, Abengourou et Daloa. La production de l'année 2004 est de 35,723 Millions de m³, soit +4,7% par rapport à 2003.

DR Zone Difficile

Au niveau de la Zone difficile, cette production qui reste estimée se situe à 17,984 Millions de m³.

Total SODECI

Au total, on enregistre une production globale de 161,376 Millions de m³ soit une progression de 3,3% par rapport à 2003.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION

135,0	140,1	143,4	143,3
101,8	105,9	107,7	108,2
33,2	34,1	35,7	35,1
2002	2003	2004	Plan A
— Intérieur Libre — Abidjan Total Zone Libre			

FACTURATION EAU ET RECOUVREMENT

Abidjan

Avec un niveau de 79,643 Millions m³, la facturation d'eau à Abidjan connaît une baisse de 1% due :
 - à la campagne de réduction des fuites dans les Etablissements Administratifs,
 - et aux événements sociaux politiques de novembre 2004, qui ont entraîné une baisse des consommations des industriels, gros clients de YOPOUGO et de ZONE 4.
 Les actions entreprises sur le réseau de distribution pour réduire les fuites (sectorisation) et lutte contre la fraude se sont poursuivies en 2004. Cependant le ratio de facturation termine à 0,74 contre 0,759 en 2003 - confère courbe ci-dessous.

DR Intérieur Zone Libre

La facturation devrait se situer à fin décembre 2004 à 32,323 Millions de m³. Par rapport à l'exercice 2003, la facturation 2004 connaît une progression de 1,1 Millions de m³ représentant un taux de progression de 3,6%. Le ratio de facturation à fin décembre 2004 se situe à 0,905 en baisse par rapport à 2003.

DR Zone Difficile

Après d'importantes campagnes de sensibilisation et un diagnostic effectué le 15 septembre 2004, la Direction d'Exploitation Intérieur a débuté la facturation estimée des zones difficiles des clients privés et Gros Clients. La distribution des premiers coupons a été suspendue suite aux événements de novembre 2004. Elle devrait reprendre dès le début du mois de mars 2005.

Total SODECI

Au total, on enregistre une facturation globale de 126,362 Millions de m³ soit une progression de 1,44% par rapport à 2003 et un ratio en baisse (0,783 en 2004 contre 0,798 en 2003).

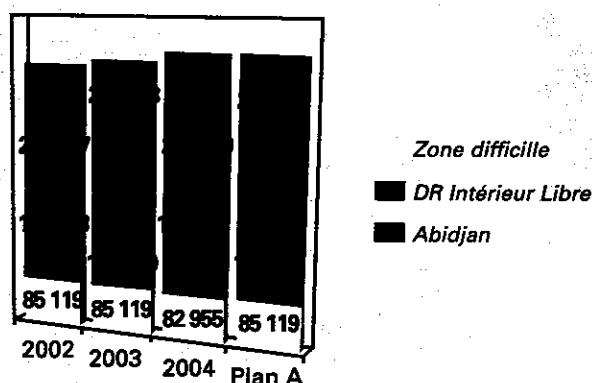
EVOLUTION DE LA FACTURATION

106,5	111,6	111,9	114,9
77,0	80,4	79,6	82,7
29,5	31,2	32,3	32,2
2002	2003	2004	Plan A
— Intérieur Libre — Abidjan Total Zone Libre			

EVOLUTION DES CLIENTS

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le nombre de clients au 31 décembre 2004 est de 536 695 se répartissant comme suit : 49,11% à Abidjan et 50,89% pour les Directions Régionales de l'Intérieur. Le nombre de clients en zone difficile est estimé à 82 955. Suite aux campagnes en zone difficile, nous estimons avoir un réajustement du nombre de clients en 2005 de l'ordre de 30%.

EVOLUTION DES CLIENTS



TRAVAUX ET SERVICES

Depuis la mise en œuvre des nouveaux critères d'éligibilité en juillet 2002, nous avons enregistré une chute du nombre de **branchements sociaux**

qui tend aujourd'hui vers un point de stabilisation autour de 5 500 branchements par an. En 2004, nous réalisons 553 Millions de FCFA de chiffre d'affaires branchements subventionnés.

Le chiffre d'affaires des **travaux sur le fonds de développement eau potable** réalisé en 2004 marque une rupture avec les deux années précédentes puisque d'une dizaine de projets concrétisés en 2003 nous avons pu terminer l'année 2004 avec 34 projets. Ceci est le résultat d'actions commerciales et de la persuasion avec laquelle les dossiers sont défendus. En effet, nous réalisons un chiffre d'affaires de 2 266 Millions de FCFA en travaux neufs et en travaux de renouvellement en 2004 contre 963 Millions de FCFA en 2003.

Dans le cadre des **travaux d'entreprise**, nous avons pu bénéficier d'un marché de gré à gré de 1 159 Millions de FCFA pour le programme d'urgence de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan. De même, nous avons réhabilité les installations intérieures du camp militaire d'Akouédo et terminé le programme KFW d'exécution du marché de pose des armoires électriques et de renouvellement du matériel électromécanique. Le chiffre d'affaires total généré en 2004 s'élève à 814 Millions de FCFA dont 75 Millions de FCFA dans le cadre du Projet AFD-PCI.

ASSAINISSEMENT

Le **contrat d'affermage assainissement** de la ville d'Abidjan a généré à fin 2004 un chiffre d'affaires

de 1 990 Millions de FCFA au titre de l'entretien des réseaux d'eaux usées et du drainage des eaux pluviales, résultat en légère baisse par rapport à l'exercice précédent.

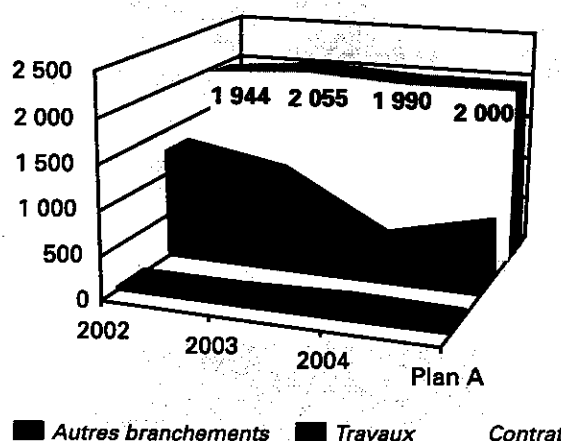
Curage réalisé en mètre linéaire

CUBAGE		2001	2002	2003	2004
Curage EU-EP enterrées	(ml)	551 581	780 627	606 178	588 097
Réclamations reçues	(unité)	21 878	8 981	9 030	9 812
Réclamations traitées	(unité)	1 318	7 640	7 288	6 861

L'activité **branchements assainissement et TLE** reste stable par rapport à 2003 (+104 Millions de FCFA). Ceci traduit les difficultés de nos équipes à prendre en compte les branchements d'assainissement dans la gestion clientèle. De plus, comme nous l'indiquons régulièrement, le coût du branchement est jugé élevé par les clients.

Les **travaux assainissement** ont généré un chiffre d'affaires de 410 Millions de FCFA sur la Contribution de Développement Assainissement et le Fonds Développement Assainissement. Ce sont des travaux hors plan annuel. La réalisation des travaux sur la Contribution de Développement est en deçà des prévisions du fait de la faiblesse du niveau de ce fonds.

CONTRAT ASSAINISSEMENT



RESULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2004

Les états financiers et l'Etat annexé de l'exercice sont joints en annexe.

COMPTE DE RESULTAT

Le chiffre d'affaires eau augmente de 13,6% entre 2003 et 2004 du fait de l'augmentation du tarif de 9,6%, de l'application rétroactive du nouveau tarif pour un trimestre de 2003 et de l'amélioration en volume des mètres cubes facturés (+1,44%).

L'eau consommée par les privés ménages en zone difficile livrée mais non facturée a été enregistrée en chiffre d'affaires pour 2 023 Millions de FCFA et provisionnée dans nos livres (comme en 2002 et 2003). L'impact de la guerre sur l'exercice 2004 est chiffré à -2 159 Millions de FCFA - confère Etat annexé.

Le chiffre d'affaires branchements est en légère baisse par rapport à notre dernière prévision mais du même niveau qu'en 2003.

La redevance assainissement est conforme à notre dernière prévision (1 990 Millions de FCFA). **Les travaux** par contre sont inférieurs à nos prévisions mais s'améliorent sur l'exercice 2004 par rapport au niveau déjà faible de 2003.

Le Chiffre d'affaires de **travaux sur le Fonds de Développement** est presque conforme à nos prévisions. Nous n'avons pas réalisé notre budget de **travaux d'entreprise** du fait de l'arrêt des prêts AFD (PCO et PCI), résultant du contexte sociopolitique. Globalement, **le total des produits** est conforme à notre dernière prévision.

Nous sommes allés au delà de nos estimations pour 2004 qui prévoyaient des économies au niveau **des charges de structure** comme en 2003, grâce à un suivi rigoureux de nos dépenses. **Les charges directes de production** sont nettement inférieures à nos prévisions :

- -116 Millions de FCFA sur les sorties magasin, proportionnel au niveau des travaux,
- -165 Millions de FCFA sur les consommations de produits de traitement,
- -191 Millions de FCFA sur l'électricité.

Des économies significatives de +228 Millions de FCFA sont réalisées sur les autres achats. Les charges d'Impôts et taxes sont conformes aux prévisions sauf pour les amendes et pénalités qui sont en baisse de 331 Millions de FCFA par rapport au budget du fait de la bonne anticipation du contrôle fiscal.

Les autres charges essentiellement les apurement du contentieux et les provisions, sont en augmentation de 1 891 Millions de FCFA par rapport à nos prévisions du fait d'un apurement du contentieux brut de 2,7 Milliards de FCFA et d'une meilleure couverture en terme de risque - confère tableau de variation des provisions dans l'Etat annexé. Cette augmentation de autres charges est compensée par l'augmentation des reprises de provisions. **Les dotations au amortissements** sont inférieures de 176 Millions de FCFA à nos prévisions du fait d'un différé de nos investissements.

Les charges de personnel sont en hausse de 712 Millions de FCFA par rapport à 2003 du fait de la réaffectation du coût de la maladie sur ce poste (gestion de la maladie en auto-assurance) et de diverses provisions sur le personnel.

Le résultat financier hors provisions est en légère augmentation en 2004 par rapport à 2003. **Le résultat exceptionnel** est constitué essentiellement des cessions des compteurs. **Le résultat net social** à fin 2004 ressort à +850 Millions de FCFA conforme à notre budget actualisé.

LE BILAN

Le total du bilan augmente de 6 090 Millions de FCFA en grande partie à cause de l'augmentation des créances +8,9 Milliards de FCFA et de la diminution de nos disponibilités en fin d'année 2004 comparativement à décembre 2003 (-2,1 Milliards de FCFA).

Les créances eau Administration (ci-contre l'évolution des impayés par type de client) : En 2004, l'Administration a réglé à peine 10% de ses consommations d'eau contre 30% déjà faible en 2003 et 95% en 2002. L'Etat reste devoir SODECI au titre de ses consommations d'eau 15 276 Millions de FCFA à fin décembre 2004.

Ci-joint une situation des dettes et créances croisées SODECI/Etat de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2004 :

(en Millions de FCFA)

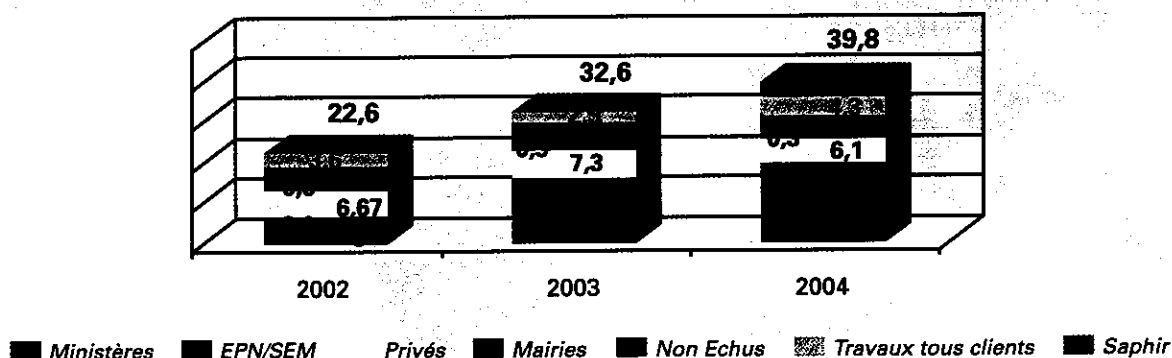
PROJET DE COMPENSATION 2003	dû par l'Etat	dû par SODECI
Solde protocole compensation 2000		2 247 367
Paiements ADM en 2001		-545 741
Solde compensation 2000		1 701 626 (1)
ADM eau 2002	1 937 539	
ADM eau 2003	6 616 715	
EPN eau 2001, 2002 et 2003	5 305 696	
Surtaxes non reversées à fin 12/03		1 392 595
Autres structures	335 407	
Part FNE liée aux impayés		1 930 569
TVA liée aux impayés		894 307
Sous total à compenser 12/03	14 195 357	5 919 097 dont (1)
Solde projet compensation 2003	8 276 260	(2)
IMPAYES 12/04	dû par l'Etat	dû par SODECI
Administration eau fin 12/04	4 771 479	
EPN eau fin 12/04	3 055 884	
Assainissement 2001 à fin 12/04	2 427 320	
Administration travaux fin 12/04	241 198	
EPN travaux fin 12/04	159 576	
Surtaxes non reversées fin 12/04		1 600 225
Part FNE liée aux impayés		947 761
TVA liée aux impayés		1 107 709
Total impayés	10 655 457	3 655 696
Solde en faveur de SODECI	6 999 761	(3)
Total brut	24 850 814	
Solde général en faveur de SODECI	15 276 021	(2) + (3)

Une partie des créances sur ces Structures Etatiques (EPN, Sociétés d'Etat, Mairies...) a été provisionnée (confère règles et méthodes comptables dans l'Etat Annexe).

La trésorerie globale de SODECI se dégrade sur les six derniers mois de 2004 pour atteindre +3 417 Millions de FCFA en fin d'année contre 4 548 Millions de FCFA en 2003 du fait

essentiellement des événements de novembre 2004 et de l'utilisation importante des comptes Etat (travaux sur le fonds de développement, reversement de la surtaxe). Ainsi le solde des comptes Etat gérés par SODECI baisse entre 2003 et 2004 (+4 089 Millions de FCFA en 2004 pour le Fonds de développement de l'eau et pour la surtaxe, contre 5 333 Millions de FCFA en 2003).

EVOLUTION DES IMPAYES

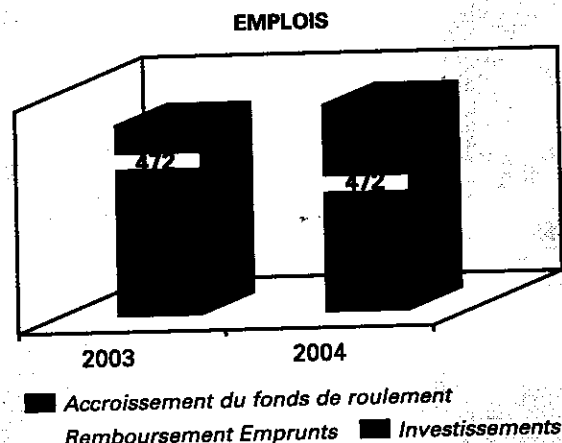
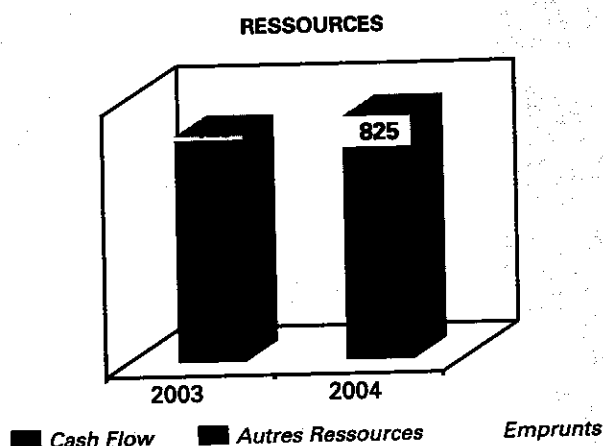


LE TABLEAU DE FINANCEMENT

La capacité d'autofinancement de l'entreprise reste stable, toujours autour de 4 Milliards de FCFA (ci-dessous le tableau de financement comparé 2004 et 2003). Elle permet de financer en totalité sur fonds propres les investissements d'exploitation de SODECI. Le fonds de roulement augmente de 2 255 Millions de FCFA entre 2004 et 2003 essentiellement dû à l'augmentation des

ressources stables telles que les avances sur consommations (+453 Millions de FCFA) et à l'amélioration du résultat 2004 comparativement à 2003.

Les investissements de l'année 2004 restent comparables sur les trois dernières années. Cette année, les investissements relatifs au renouvellement du matériel roulant constituent 50% des acquisitions 2004.

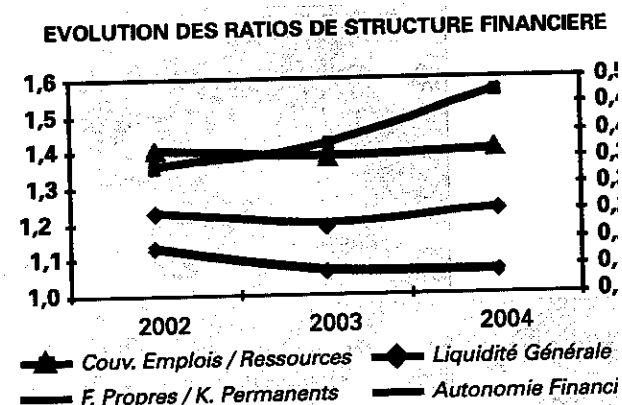


LES RATIOS FINANCIERS

La liquidité générale (ratio des valeurs réalisables sur les exigibilités à court terme) de l'entreprise se dégrade sur l'exercice puisque nous avons un ratio de 1,23. En effet, la liquidité générale de SODECI est mauvaise du fait des importants impayés de l'Etat. L'autonomie financière qui mesure le financement par les fonds propres de votre Patrimoine reste stable 14% contre 15% sur l'exercice précédent. La durée moyenne de règlement des clients est de 149 jours sur l'exercice contre 143 jours pour l'exercice précédent. Ce ratio se dégrade du fait des faibles règlements de l'Etat au cours de l'exercice. Le délai de règlement Etat est de 318 jours contre 48 jours en 2002 et 237 jours en 2003. La rentabilité d'exploitation (rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires) s'améliore (6,88% contre 6,37% en 2003) par l'effet

conjugué du nouveau tarif (228 F/m³) sur trois mois et des réductions de charges.

La rentabilité des fonds propres redevient positive en 2004.



PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2004 qui vous sont présentés et certifiés par les Cabinets ERNST & YOUNG et SIGECO, il ressort :

- un bénéfice de	850 079 848
et compte tenu du Report	
à nouveau antérieur	-528 001 215
- un bénéfice disponible de	322 078 633

que nous proposons d'affecter comme suit :

- à la distribution d'un dividende statutaire brut de 270 000 0
- le solde au Report à nouveau, soit 52 078 6

Ainsi chacune des 900 000 actions formant capital social recevrait un dividende brut 300 FCFA. Le dividende pourrait être mis paiement à compter du 30 juin 2005.

BILAN SOCIAL

PERSONNEL

L'effectif à fin 2004 suit la tendance à la baisse amorcée depuis fin 2002. Nous dénombrons 1501 agents contre 1537 au 31 décembre 2003. Nous avons enregistré 98 départs en 2004 contre 62 embauches et 62 Contrats à Durée Déterminée. La régression de l'effectif de 2,4% s'explique par les mesures de restriction budgétaire mises en place depuis l'exercice 2002, des mesures prises pour faire face aux difficultés de la guerre. Le personnel d'encadrement

représente 36% de l'effectif global réparti entre 29% de Maîtrises et 7% de Cadres.

La productivité appréciée sur la zone libre (nombre de client par agent) s'améliore entre 2003 et 2004 puisque nous passons de 297 en 2003 à 317 clients par agent en 2004 soit le niveau de productivité de toute l'entreprise atteint en 2002.

Le chiffre d'affaires par agent s'améliore du fait de l'augmentation du prix de l'eau en 2004 soit 26,5 Millions de FCFA réalisé par agent.

FORMATION

Les statistiques des formations dispensées en 2004 se présentent comme suit :

Nature	Nombre de Stagiaires formés	Heures	Lieu	Formation dispensée	
				Module	Nombre stagiaires
Formation continue	425	2 323	CMEAU	ADM Assainissement Comptabilité-finances Chimie Informatique Plomberie Electromécanicien Rel. Humaines, comm. Droit	82 12 19 43 126 78 49 8 8
Formation reconversion	23	12 140	CMEAU	Divers métiers Agent litige R. Administratif RT	10 4 6 3
Formation initiale	8	1 600	CMEAU	Chimiste AP/EM	2 6
TOTAL	456	16 063			456

Les formations de reconversion ont été les principales formations de 2004 axées sur les modules administratifs et commerciaux représentant 12 140 heures dont plus de 2000 heures

de formation pour les agents de litiges. Sur les 456 formations, 262 ont été faites à des Ouvriers Employés soit 61% des formations totales effectuées.

SANTE

Pour mieux maîtriser les coûts de santé, nous avons opté en 2004 pour un système d'auto assurance pour les Cadres et les Maîtrises comme pour les ouvriers employés et chauffeurs depuis 2003. La gestion des dossiers maladie est sous-traitée à une société de gestion de la maladie.

COMITE D'ENTREPRISE

La commission logement et habitat du Comité d'Entreprise a permis en 2004 à 70 personnes d'obtenir leurs lettres d'attribution pour l'acquisition de terrains urbains à N'Dotré sur la route d'Anyama (Banlieue d'Abidjan). A la date d'aujourd'hui, cette commission a réalisé environ 424 logements pour les collaborateurs SODECI soit environ 50% des collaborateurs ayant au moins 10 ans dans l'entreprise.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de travail (CHSCT) a poursuivi ses actions de sensibilisation et de formation. Les résultats en terme de sinistralité sont en hausse. 33 accidents de travail ont été enregistrés en 2004 contre 26 cas en 2003. L'augmentation du nombre d'accidents de trajet est dû au non port des casques motos en Directions Régionales de l'intérieur. Le taux de fréquence et le taux de gravité augmentent de 2003 à 2004. Le montant des prestations du CHSCT s'élève à 17 Millions de FCFA dont les plus significatifs sont les frais relatifs aux examens de radiographie pulmonaire et à l'étude sur le FCP.

Le comité de lutte contre le SIDA (COSIDAS) a poursuivi ses actions de sensibilisation des collaborateurs. En plus de sa participation à la journée mondiale du SIDA à Aboisso, le COSIDAS a organisé une semaine SIDA du 9 au 16 décembre 2004 et des récompenses aux comités actifs ont été remises. Ces activités commencent à porter leurs fruits puisque les collaborateurs venant en consultation acceptent le test de dépistage à VIH-SIDA et le suivi d'un traitement.

Le portefeuille titre du Fonds Commun de Placement a enregistré une baisse de 1,91% sur la période du 31 décembre 2003 au 31 décembre 2004. Le fonds termine à 2 709 Millions de FCF à la fin 2004 contre 2 807 Millions de FCFA en 2003. La valeur liquidative de la part baisse de 36 FCF, passant de 2 195 FCFA en 2003 à 2 159 FCF en 2004.

Le Fonds Social a permis de verser à fin 2004 44 Millions de FCFA aux collaborateurs pour 276 événements. Le solde du fonds social est de 80,396 Millions de FCFA au 31 décembre 2004 soit une capacité de financement d'environ deux années d'événements. Au cours de l'exercice 2004, 626 collaborateurs ont bénéficié d'un prêt du Fonds Epargne Emprunt pour un montant de 175,748 Millions de FCFA dont 50% sont distribués avant la rentrée scolaire d'octobre. La part d'épargne des collaborateurs dans le FEE représente un tiers du montant prêt de 105,48 Millions de FCFA de Prêts Exceptionnels ont aussi été accordés à 350 collaborateurs remboursables sur 12 mois maximum.

La boutique du Comité d'Entreprise affiche un chiffre d'affaires au 31 décembre de 1,6 Millions de FCFA pour la vente d'articles promotionnels SODECI. Les cotisations des membres du comité d'entreprise s'élèvent à 25,3 Millions de FCFA pour l'année 2004.

PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2005

PREVISIONS D'ACTIVITES ET DE RESULTAT

Suite aux événements de novembre 2004 et au départ de certains opérateurs économiques, ainsi qu'au retard pris dans le redéploiement en zone difficile, le plan 2005 a été revu à la baisse. Les prévisions de **ventes d'eau** sont ramenées à 127,1 Millions de m³, en baisse de 2,2% par rapport au Plan initial, et conforme au niveau de l'année 2004. La **production** prévisionnelle devrait atteindre 162,7 Millions de m³. Le ratio de facturation terminerait à 0,782 conforme à celui réalisé en 2004.

Nous avons prévu un bénéfice de 600 Millions de FCFA en 2005 fondé essentiellement sur l'amélioration du ratio de facturation sur Abidjan. Ce plan initial 2005 a été ramené à un résultat nul. Ci-dessous le tableau des principaux indicateurs de 2005.

Le niveau des investissements prévus sur 2005 a aussi été revu à la baisse (-7%).

Nous prévoyons une baisse du niveau de la trésorerie en 2005 par rapport à 2004 compte tenu d'un taux global d'encaissement de 74% (conforme au réalisé en 2004).

	ZONE LIBRE			ZONE DIFFICILE			TOTAL SODECI		
	2004	Plan 2005	Représentation 2005	2004	Plan 2005	Représentation 2005	2004	Plan 2005	Représentation 2005
CLIENTS	453 740	472 000	472 000	82 955	68 000	68 000	536 695	540 000	540 000
<i>dont Abidjan</i>	263 609	264 600	264 600				263 609	264 600	264 600
PRODUCTION (km³)	143 392	148 700	145 125	17 984	16 050	17 520	161 376	164 750	162 645
<i>dont Abidjan</i>	107 669	111 000	108 155				107 669	111 000	108 155
FACTURATION (km³)	111 966	120 530	115 159	14 386	9 953	12 008	126 352	130 483	127 167
<i>dont Abidjan</i>	79 643	86 005	81 100					86 005	81 100
RATIO DE FACTURATION	0,781	0,810	0,794	0,800	0,620	0,685	0,783	0,792	0,782
<i>dont Abidjan</i>	0,740	0,775	0,750				0,740	0,775	0,750
PRIX DE L'EAU (part SODECI, F/m³)	228	228	228	228	228	228	228	228	228
EFFECTIF au 31/12/04	1 433	1443	1 444	67	272	238	1 500	1 715	1 681
INVESTISSEMENTS	3 587	3 993	3 374	113	150	482	3 700	4 143	3 856
RESULTAT NET SOCIAL	1 300	1 100	740	-450	-500	-740	850	600	0

PROTOCOLE UE/CICR 2005

Signature d'un deuxième protocole pour l'année 2005 (semblable à celui de 2004) le 18 janvier 2005 pour la fourniture de produits de traitements

dans la zone difficile ainsi que le renouvellement de matériels (pompes, caisses à outils...). Il porte sur 1,162 Milliards de francs CFA de dons dont environ 600 Millions de FCFA pour SODECI.

ETATS COMPTABLES DONNÉES D'ACTIVITÉS

	REALISE 2001	REALISE 2 002	REALISE 2 003	REALISE 2 004	VAR. 04/03	PLAN 2 005	VAR. Pl. 05/04
EAU							
Nombre d'abonnés	500 689	508 589	520 452	536 695	1,03	540 000	1,01
Abidjan	250 794	249 707	255 543	263 609	1,03	264 600	1,00
Autres centres	250 895	258 882	264 909	273 086	1,03	275 400	1,01
M³ produits (en K.M³)	139 201	148 329	156 180	161 376	1,03	164 750	1,02
Abidjan	99 154	100 699	105 984	107 669	1,02	111 000	1,03
Autres centres	46 899	47 630	50 196	53 707	1,07	53 750	1,00
M³ facturés (en K.M³)	120 538	120 485	124 566	126 362	1,01	130 033	1,03
Abidjan	77 062	77 629	80 441	79 643	0,99	86 005	1,08
Autres centres	43 476	42 856	44 125	46 719	1,06	44 028	0,94
Ratio de facturation	0,825	0,812	0,798	0,783	0,98	0,789	1,01
Abidjan	0,777	0,771	0,759	0,740	0,97	0,775	1,05
Autres centres	0,927	0,900	0,879	0,870	0,99	0,819	0,94
M³ facturés (tranches)	100,0%	100,0%	100,0%	100%	1,00	100,0%	1,00
Sociale	25,7%	26,0%	24,0%	28,4%	1,18	28,4%	0,99
Domestique	35,2%	36,6%	34,0%	37,3%	1,10	36,6%	1,00
Normale	8,8%	9,0%	10,0%	8,5%	0,85	8,0%	0,98
Industrielle	11,4%	10,6%	13,0%	9,0%	0,69	9,0%	0,94
Administration	18,9%	17,8%	19,0%	16,9%	0,89	18,0%	1,07
M³ facturés par abonné	241	237	239	235	0,98	241	1,03
BRANCHEMENTS							
TOTAL	36 213	23 610	12 730	13 697	1,08	16 223	1,18
Dont subventionnés	33 820	18 770	5 330	5 530	1,04	5 888	1,01
Dont ordinaires	2 393	4 840	7 400	8 167	1,10	10 335	1,27
CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA)							
TOTAL	35 420	39 825	34 305	39 842	1,16	42 388	1,01
Eau	22 318	28 706	26 010	29 557	1,14	30 588	1,01
Tle & accessoires	4 989	3 728	2 903	2 974	1,02	3 400	1,11
Assainissement	3 042	3 293	3 187	2 504	0,79	2 870	1,11
Travaux	3 314	2 217	841	3 080	3,66	4 275	1,31
Production immobilisée	1 263	1 033	607	782	1,29	800	1,01
Autres produits	494	848	757	945	1,25	455	0,41
Dont assistance extérieure	158	165	88	51	0,58	30	0,51
Dont produits accessoires	336	683	669	894	1,34	425	0,41
PRODUITS ET CHARGES COMPARES (en Millions de FCFA)							
Ventes d'eau HT	22 318	28 706	26 010	29 557	1,14	30 588	1,01
Travaux, services vendus	12 766	10 436	7 626	9 391	1,23	11 375	1,21
Autres produits (dont Financier & HAO)	3 261	2 939	3 645	4 614	1,27	3 310	0,71
TOTAL PRODUITS	38 345	42 081	37 281	43 562	1,17	45 273	1,01
Achats & services	22 624	21 156	17 564	20 171	1,15	23 627	1,11
Autres charges (dont Financier & HAO)	3 468	8 373	7 347	9 238	1,26	7 001	0,71
Charges de personnel	7 809	8 422	7 603	8 315	1,09	8 712	1,01
Amortissements & Provisions	3 766	4 495	4 599	4 214	0,92	4 829	1,11
TOTAL CHARGES	37 667	42 446	37 113	41 938	1,13	44 169	1,01
RESULTAT BRUT	678	-365	168	1 624	9,67	1 104	0,61
Impôts sur le résultat	218	-711	545	-329	-0,60	504	-1,11
RESULTAT NET	548	-747	-216	850	-3,94	600	0,71
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Millions de FCFA)							
Chiffre d'affaires	35 420	39 825	34 305	39 842	1,16	42 388	1,01
Valeur ajoutée	11 034	13 151	11 473	13 652	1,19	14 430	1,01
Excédent brut d'exploitation	3 225	4 729	3 870	5 337	1,38	5 718	1,01
Résultat d'exploitation	155	324	-466	1 727	-3,71	1 334	0,71
Résultat brut	678	-365	168	1 624	9,67	1 104	0,61
Résultat net	548	-747	-216	850	-3,94	600	0,71

FINANCEMENT (en Millions de FCFA)

	Montant 2004	Montant 2003	Structure % 2004	Var. 04/03 Val. absolue	Var. 04/03 %
Amortissements / provision nets	3 634	4 845	55,94	-1 211	-24,99
Résultat net	850	-216	13,08	-3,58	-493,52
AUTOFINANCEMENT	4 484	4 629	69,03	-145	-0,03
Avances sur consommation nettes	468	284	7,20	184	64,79
Emprunts à + d'un an	825	129	12,70	969	539,53
Cessions d'immobilisations	719	996	11,07	-277	-27,81
(+) Reprises de provisions					
Investissements (dont financiers)	3 769	4 652	58,02	-883	-18,98
Remboursement emprunts à + d'un an	472	472	7,27	-	0,00
Bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Prêts à plus d'un an	-	-	-	-	-
Accroissement du fonds de roulement	2 255	914	34,71	1 341	146,72

BILAN (en Millions de FCFA)

Immobilisations corporelles et incorporelles	13 331	14 324	19,30	-993	-6,93
Immobilisations financières	3 928	3 697	5,69	231	6,25
ACTIF IMMOBILISE	17 259	18 021	24,99	-762	-4,23
Stocks	4 128	4 179	5,98	-51	-1,22
Créances Etat*	24 850	19 379	35,98	5 471	28,23
Autres créances nettes	18 577	14 992	26,89	3 585	23,91
Autres valeurs réalisables	1 353	1 393	1,96	-40	-2,87
ACTIF CIRCULANT	48 908	39 943	70,81	8 965	22,44
Disponible	2 907	5 021	4,21	-2 114	-42,10
Fonds propres	9 984	9 167	14,45	817	8,91
Provisions	2 711	2 840	3,92	-129	-4,54
Dettes financières et ressources assimilées	14 388	13 583	20,83	805	5,93
dont avances / consommation	10 759	10 306			
CAPITAUX PERMANENTS	27 083	25 590	39,21	1 493	5,83
Dettes para fiscales non exigibles*	21 315	16 974	30,88	4 341	25,57
Para fiscales à reverser*	4 510	4 870	6,53	-360	-7,39
Dettes fiscales exigibles*	1 344	1 210	1,95	134	11,07
Fournisseurs	9 182	7 846	13,29	1 336	17,03
Autres dettes	5 068	4 496	7,34	572	12,72
PASSIF CIRCULANT	41 419	35 396	59,96	6 023	17,02
Crédit bancaire	572	1 999	0,83	-1 427	ns
TOTAL TRESORERIE PASSIF	41 991	37 395	60,79	4 596	12,29
Bénéfice / Perte	850	-216	1,23	1 066	-493,52

RATIOS
RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE

	2000	2001	2002	2003	2004
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,27	1,22	1,36	1,42	1,57
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net	0,11	0,09	0,20	0,19	0,20
Autonomie financière	0,20	0,15	0,19	0,15	0,14
Liquidité générale	1,16	1,09	1,23	1,20	1,23
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0,47	0,48	0,37	0,36	0,37

RATIOS DE GESTION

Rotation des capitaux propres	3,11	2,71	3,42	3,63	3,85
Rotation des stocks (en jours - corrigés en 2002)	360	365	297	265	434
Durée du crédit clientèle (en jours - corrigés en 2002)	264	293	152	193	214

RATIOS DE RENTABILITE

Rentabilité de l'exploitation (en %)	6,22	3,81	7,74	6,85	6,88
Rentabilité des fonds propres (en %)	11,20	4,52	-6,64	-2,36	8,51

RESULTATS PAR ACTION

Nombre d'actions	800 000	800 000	900 000	900 000	900 000
Bénéfice brut	2 377	754	-	-	180
Bénéfice net	1 501	609	-	-	94
Dividendes de l'exercice	1 375	618	-	-	300
Valeur / Fonds propres	13 395	13 469	13 469	10 186	11 093
Cours de l'action	12 000	15 500	9 290	9 950	10 400

* Chiffres modifiés en 2004 et en 2003 (comparatifs)

BILAN

ACTIF

	Exercice 2004			Exercice 2003
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (I)				
AA Charges immobilisées				
AB Frais d'établissement et charges à répartir				
AC Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles				
AE Frais de recherche et développement				
AF Brevets, licences, logiciels	2 866 534 468	871 355 301	1 995 179 167	2 228 881 186
AG Fonds commercial				
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	116 956 903		7 335 904
AI Immobilisations corporelles				
AJ Terrains	440 392 269		440 392 269	434 707 494
AK Bâtiments	9 021 303 916	8 215 259 269	806 044 647	1 136 452 337
AL Installations et agencements	4 284 643 785	2 980 660 664	1 303 983 121	1 468 280 930
AM Matériel	16 695 402 613	10 218 729 788	6 476 672 825	7 079 133 011
AN Matériel de transport	6 996 731 971	4 687 742 345	2 308 989 626	1 968 968 861
AP Avances et acomptes versés sur immobilisations				
AQ Immobilisations financières				
AR Titres de participation				
AS Autres immobilisations financières	3 963 668 658	35 927 415	3 927 741 243	3 697 039 308
AW (1) dont H. A. O. : Brut Net				
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)	44 385 634 583	27 126 631 685	17 259 002 898	18 020 799 031
ACTIF CIRCULANT				
BA Actif circulant H. A. O.	32 594 349		32 594 349	12 761 417
BB Stocks				
BC Marchandises				
BD Matières premières et autres Approvisionnements	4 582 978 279	844 598 667	3 738 379 612	3 823 643 928
BE En-cours				
BF Produits fabriqués	420 721 470	31 103 067	389 618 403	355 323 954
BG Créances et emplois assimilés				
BH Fournisseurs, avances versées	368 087 670		368 087 670	210 608 681
BI Clients	52 888 650 377	9 829 582 534	43 059 067 843	34 147 500 439
BJ Autres créances	1 638 075 372	317 128 132	1 320 947 240	1 393 127 891
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	59 931 107 517	11 022 412 400	48 908 695 117	39 942 966 310
TRESORERIE - ACTIF				
BQ Titres de placement	2 246 014 633		2 246 014 633	4 577 254 095
BR Valeurs à encaisser				
BS Banques, chèques postaux, caisse	763 778 587	102 953 617	660 824 970	443 978 983
BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	3 009 793 220	102 953 617	2 906 839 603	5 021 233 078
BU Ecarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)				
BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	107 326 535 320	38 251 997 702	69 074 537 618	62 984 998 419

N° d'identification fiscale : 0100984A

BILAN

PASSIF

Exercice 2004
Exercice 2003

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES

CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 911 725 555
CH Report à nouveau	-528 001 215	-311 957 419
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	850 079 848	-216 043 796
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement	15 104 508	
CM Provisions réglementées et fonds assimilés	24 354 119	72 548 127
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	9 984 056 891	9 167 066 543

DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (1)

DA Emprunts	3 628 788 777	3 276 077 551
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés		
DC Dettes financières diverses	10 759 478 364	10 306 330 579
DD Provisions financières pour risques et charges	2 710 645 330	2 840 094 227
DE (1) dont H. A. O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	17 098 912 471	16 422 502 357
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	27 082 969 362	25 589 568 900

PASSIF

PASSIF CIRCULANT

DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	317 502 503	109 804 268
DI Clients, avances reçues	2 991 878 482	2 878 993 774
DJ Fournisseurs d'exploitation	9 181 666 548	7 845 522 954
DK Dettes fiscales	27 168 950 534	23 054 073 301
DL Dettes sociales	1 422 331 910	1 085 114 478
DM Autres dettes	337 501 759	422 354 736
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	41 419 631 736	35 395 863 511

TRÉSORERIE PASSIF

DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	571 936 520	1 999 566 008
DT TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	571 936 520	1 999 566 008

DU Ecart de conversion-Passif (V)
(gain probable de change)

DZ TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	69 074 537 618	62 984 998 419
--	----------------	----------------

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES

Exercice 2004

Exercice 2003

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

RA Achats de marchandises			7 968 655	
RB - Variation de stocks	(- ou +)			
	(Marge brute sur marchandises voir TB)			
RC Achats de matières premières et fournitures liées			4 860 603 512	2 915 954 365
RD - Variation de stocks	(- ou +)		141 758 571	656 908 947
	(Marge brute sur matières voir TG)			
RE Autres achats			6 351 174 231	6 614 153 781
RH - Variation de stocks	(- ou +)			
RI Transports			934 983 231	792 227 511
RJ Services extérieurs			7 874 907 369	6 648 547 791
RK Impôts et taxes			1 940 560 885	1 123 490 667
RL Autres charges			6 251 742 727	4 693 865 721
	(Valeur ajoutée voir TN)		8 380 231 064	7 601 868 281
RP Charges de personnel (1)				
RQ (1) dont personnel extérieur	498 691 668	500 900 173		
	(Excédent brut d'exploitation voir TQ)			
RS Dotations aux amortissements et aux provisions			4 450 859 664	4 983 120 131
RW Total des charges d'exploitation			41 194 789 909	36 030 137 221
	(Résultat d'exploitation voir TX)			

PRODUITS

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION

TA Ventes de marchandises			11 197 478	60 271 361
TB MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	3 228 823	60 271 367		
TC Ventes de produits fabriqués			29 449 738 933	25 789 484 881
TD Travaux, services vendus			8 609 135 032	7 019 239 961
TE Production stockée (ou déstockage)	(+ ou -)		44 247 130	-75 924 491
TF Production immobilisée			818 842 624	842 350 081
TG MARGE BRUTE SUR MATIERES	33 919 601 636	30 002 287 122		
TH Produits accessoires			357 677 457	381 205 181
TI CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	38 427 748 900	33 250 201 403		
TJ (1) dont à l'exportation				
TK Subventions d'exploitation			2 206 665 080	1 345 739 351
TL Autres produits				
TN VALEUR AJOUTÉE	13 133 804 553	11 917 217 544		
TQ EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	4 753 573 489	4 315 349 256		
TS Reprises de provisions			968 578 897	214 811 371
TT Transferts de charges				1 377 431
TW Total des produits d'exploitation			42 466 082 631	35 578 555 141
TX RESULTAT D'EXPLOITATION	1 271 292 722	-451 582 077		
	Bénéfice (+) ; Perte (-)			

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES	Exercice 2004	Exercice 2003
RW Report Total des charges d'exploitation	41 194 789 909	36 030 137 226
ACTIVITE FINANCIERE		
SA Frais financiers	52 675 639	172 061 778
SC Pertes de change		162 075
SD Dotations aux amortissements et aux provisions		12 035 000
SF Total des charges financières	52 675 639	184 258 853
<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH Total des charges des activités ordinaires	41 247 465 548	36 214 396 079
<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	1 046 265 228	1 136 008 814
SL Charges H.A.O.	713 800	54 117 413
SM Dotations H.A.O.		
SO Total des charges H.A.O.	1 046 979 028	1 190 126 227
<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ Participation des travailleurs		
SR Impôts sur le résultat	774 220 102	384 147 184
SS Total participation et impôts	774 220 102	384 147 184
ST TOTAL GENERAL DES CHARGES	43 068 664 678	37 788 669 490
<i>(Résultat net voir UZ)</i>		
PRODUITS		
TW Report Total des produits d'exploitation	42 466 082 631	35 578 555 149
ACTIVITE FINANCIERE		
UA Revenus financiers	151 824 682	184 397 356
UC Gains de change		
UD Reprises de provisions	126 847 328	26 346 833
UE Transferts de charges		
UF Total des produits financiers	278 672 010	210 744 189
UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	225 996 371	26 485 336
UH Total des produits des activités ordinaires	42 744 754 641	35 789 299 338
UI RÉSULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)		
(+ ou -)	1 497 289 093	-425 096 741
UJ (1) dont impôt correspondant		
	105 602 429	
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)		
UK Produits des cessions d'immobilisations	719 425 118	996 179 093
UL Produits H.A.O.	406 322 661	738 953 255
UM Reprises H.A.O.	48 242 106	48 194 008
UN Transferts de charges		
UO Total des produits H.A.O.	1 173 989 885	1 783 326 356
UP RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	127 010 857	593 200 129
UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS	43 918 744 526	37 572 625 694
UZ RÉSULTAT NET	850 079 848	-216 043 796
Bénéfice (+) ; Perte (-)		

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes) à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants) d'actif immobilisé

(SA) Frais financiers	52 675 639	E.B.E.	4 753 573 485
(SC) Pertes de change		(TT) Transferts de charges d'exploitation	
(SL) Charges H.A.O.	713 800	(UA) Revenus financiers	151 824 685
(SQ) Participation		(UE) Transferts de charges financières	
(SR) Impôts sur le résultat	774 220 102	(UC) Gains de change	406 322 665
		(UL) Produits H.A.O.	
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	
TOTAL (I)	827 609 541	TOTAL (II)	5 311 720 835
CAFG : Total (II) - Total (I)		= 4 484 111 291	(N - 1) : 4 629 588 845

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 4 484 111 291 = 4 484 111 291 (N - 1) : 4 629 588 845

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

	Emplois augmentation (+)		Ressource diminution (-)
Variation des stocks : N - (N - 1)		ou	
(BC) Marchandises		ou	85 264 315
(BD) Matières premières		ou	
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués	34 294 449	ou	
(A) Variation globale nette des stocks		ou	50 969 865
Variation des créances : N - (N - 1)			
(BH) Fournisseurs, avances versées	157 478 989	ou	
(BI) Clients	8 911 567 404	ou	
(BJ) Autres créances		ou	72 180 665
(BU) Ecart de conversion - Actif (3)		ou	
(B) Variation globale nette des créances	8 996 865 742	ou	
Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)			
(DI) Clients, avances reçues		ou	112 684 705
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	1 336 143 585
(DK) Dettes fiscales		ou	4 114 877 235
(DL) Dettes sociales		ou	337 217 435
(DM) Autres dettes	84 852 977	ou	
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecart de conversion - Passif (3)		ou	
(C) Variation globale nette des dettes circulantes		ou	5 816 069 935
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	3 129 825 885	ou	

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

E.T.E. = EBE - Variation B.F.E. - Production immobilisée

	2004	20
Excédent brut d'exploitation	4 753 573 489	4 315 349 205
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	(- ou +) -3 129 825 885	1 447 655 605
- Production immobilisée	-818 842 624	-842 350 005
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	804 904 980	4 920 654 805

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

(3) En cours d'adoption.

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

		Exercice 2004		Exercice 2003
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS				
FA	Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice)			
Croissance interne				
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	9 320 530		-2 043 265 960
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	2 917 098 761	102 039 394	-2 050 936 671
Croissance externe				
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	842 932 158	617 385 742	439 177 724
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	3 049 926 313		-3 655 024 907
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	3 129 825 885 ou		1 447 655 658
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	6 179 752 198		-2 207 369 249
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)		187 865 303	-292 700 341
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	472 611 640		-472 611 639
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières				
(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII				
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	6 464 498 535		-2 972 681 229
V. FINANCEMENT INTERNE				
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)		4 484 111 291	4 629 588 849
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES				
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN	Subventions d'investissement		15 152 606	
FP	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS				
FQ	Emprunts (2)		825 322 866	128 833 919
FR	Autres dettes financières (2)		453 147 785	283 714 372
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois				
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT		5 777 734 548	5 042 137 140
FT	D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B) ou	686 763 987 ou		2 069 455 911
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE				
Trésorerie nette				
FU	à la clôture de l'exercice + ou -	2 334 903 083		
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -	3 021 667 070		
FW	VARIATION TRESORERIE : -686 763 987	ou	686 763 987	-2 069 455 911
(+ si Emploi ; - si Ressources)				
Contrôle : D = VIII avec signe opposé				
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"				
CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)				
		Emplois	Ressources	
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N - 1)		ou		2 255 196 595
Variation du B.F. global (B.F.G.) : BFG(N) - BFG(N - 1)		2 941 960 582 ou		
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N - 1)		ou		686 763 987
TOTAL		2 941 960 582 =		2 941 960 582

N° d'identification fiscale : 0100984A

ÉTAT ANNEXÉ

Règles Générales d'Établissement et de Présentation des Comptes de l'Exercice Clos le 31 décembre 2004

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états annuels ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis par le Droit comptable de l'OHADA applicables et en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003. Ce changement de référentiel comptable n'a pas d'impact sur les comptes de 2004. Ils sont comparables à ceux des exercices 2003 et 2002. Les changements de méthodes d'évaluation survenus au cours de l'exercice sont les suivants :

Changement de méthode comptable

Les provisions pour dépréciation des créances ont été revues au 30 juin de l'exercice 2004 pour tenir compte de :

- la nature des clients (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic etc...)
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des actifs.

Afin de permettre une comparabilité des états financiers 2003 et 2004 et l'analyse du résultat, l'impact de ce changement de méthode aurait dû être évalué. Pour des raisons techniques, l'impact sur les comptes de ce changement de méthode d'évaluation des provisions n'a pu être estimé.

Compte tenu de l'obligation de remise en état du matériel concédé, nous avons constitué des provisions fin de contrat de 500 Millions de FCFA sur l'exercice 2004 fondées sur des rapports d'inventaire du patrimoine et l'évaluation des besoins de remise en état.

Particularités concernant certains postes

Charges immobilisées

Les charges immobilisées sont constituées de frais d'augmentation de capital. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la base d'une durée de 5 ans.

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans. Nous poursuivons la migration de notre système de gestion clientèle de OCEAN vers SAPHIR.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériels informatiques	5 ans

SODECI a bénéficié en 2004 d'une subvention d'équipement de 15 Millions de FCFA en caisses à outils de l'Union Européenne pour la zone difficile.

Ces caisses à outils sont immobilisées et amorties sur 7 ans. La subvention sera reprise au résultat selon le plan d'amortissement des biens.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent :

- trois emprunts AFD (PPM, PCI et Assainissement) pour 3 629 Millions de FCFA. Le prêt PCI assainissement de 16 Milliards de FCFA venant à terme au 31 décembre 2004, l'AFD n'a pas prorogé le délai. Le tirage effectué par SODECI est de 1100 Millions de FCFA fin 2004.

- les titres FNI 4% ont été cédés en 2004 à 50% de leur valeur nominale,
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 Millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE, provisionnée à 100%,
- des dépôts et cautions versés.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi.

Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2004 sont comptabilisés en marchandises en cours d'acheminement. Les provisions pour dépréciations de stock sont évaluées sur la base du stock à rotation lente (pas de mouvement depuis 2000).

Au 31 décembre 2004, nous avons provisionné les stocks à rotation lente pour 502 Millions de FCFA.

Clients et comptes rattachés

Ce poste comprend l'ensemble de nos créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des **créances du secteur public et parapublic** est évalué - compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites - selon que le client est «compensable» ou «non compensable». Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat). Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part SODECI, hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) nettes des avances sur consommations.

Les créances résiliées sur les clients et des personnes physiques sont provisionnées à 95% des impayés antérieurs à 1 an de la part SODECI nette des avances sur consommation et à 60% pour les créances de l'année en cours.

Les créances actives sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliées (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est sur cette analyse que le taux de provision est ainsi estimé.

En ce qui concerne l'**activité travaux**, les créances sur les entreprises du secteur privé et les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité le bénéfice à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière » évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire, des charges de reconstruction liées à la guerre et des risques juridiques et fiscaux.

Provisions réglementées

La provision réglementée comprend une plus value sous condition de réemploi (article 8 du CGI) réinvestie en 2000 en totalité pour 241 Millions de FCFA. Cette plus value reprise au compte de résultat suivant l'amortissement des biens s'élève pour l'exercice à 48 Millions F CFA.

TABEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DÉCEMBRE 2004 (EN KFCFA)

DESIGNATION	Provisions existantes au 31/12/03	Dotations aux provisions	Reprises des provisions	Provisions existantes au 31/12/04
EAU	6 511 950	4 048 303	1 530 371	9 029 88
<i>Dont lié à la Guerre</i>	2 729 583	2 137 371	-	4 866 95
FRAIS DE RECOUVREMENTS TRAITES ET CHQ. IMPAYES	102 286	-	20 363	81 92
TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	369 050	36 468	-	405 51
EXPLOITATION EAU	6 983 286	4 084 771	1 550 734	9 517 32
AUTRES ACTIVITES	321 458	19 047	28 247	312 25
DEPRECIATION / CLIENTS	7 304 744	4 103 818	1 578 981	9 829 58
DEPRECIATION / STOCKS	922 243	436 619	483 160	875 70
<i>Dont lié à la Guerre</i>	351 074	21 848	-	372 92
DEPRECIATION / AUTRES DEBITEURS	273 782	44 395	1 049	317 12
DEPRECIATION / COMPTES FINANCIERS	94 491	8 463	-	102 95
DEPRECIATION / IMMOBILIERES FINANCIERES & CORP.	468 284	-	189 545	278 73
<i>Dont lié à la Guerre</i>	305 510	-	62 698	242 81
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	9 063 544	4 593 295	2 252 735	11 404 10
CHARGES	350 000	200 000	50 000	500 00
<i>Dont lié à la Guerre</i>	350 000	0	350 000	-
PERSONNEL	1 953 913	246 532	360 418	1 850 02
RISQUES JURIDIQUES ET FISCAUX	536 181	329 900	495 463	370 61
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 840 094	776 432	905 881	2 710 64
PLUS VALUES SOUS CONDITION DE REEMPLOI	72 548	-	48 194	24 35
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	72 548	0	48 194	24 35
<i>Dont lié à la Guerre</i>	3 736 167	2 159 219	412 698	5 482 61

Provisions liées à la guerre

Les matériels et outillages, les matériels et mobiliers de bureau, les matériels informatiques et le matériel de transport situés dans les zones de guerre ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de la valeur nette comptable. Les stocks détenus par la société dans les zones de guerre et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été dépréciés en totalité. Les consommations d'eau non facturées du fait de la situation de guerre ont été valorisées et dépréciées en totalité. Nous avons repris la provision pour charge de reconstruction après la guerre de 300 Millions de FCFA sur 2004. Les provisions constituées depuis le début de la crise s'élèvent à 5 483 Millions de FCFA.

Dettes financières

Les dettes LMT sont constituées au 31 décembre 2004 des cautions de garanties versées par nos clients (10 759 Millions de FCFA) et des emprunts contractés auprès de l'AFD (3 629 Millions de FCFA) pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI.

B. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUI. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issues de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stock. Ces cessions sont imputées sur les lots des anciens compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats de concession et d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat de concession qui court jusqu'en 2007. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat de concession, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Contractante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément à la concession, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI gère dans ses comptes ce fonds de développement de l'eau qui s'élevait au 31 décembre 2004 à 1 553 Millions de FCFA. De même, la surtaxe deuxième volet de la taxe spéciale sur l'eau (LF 1994) destinée à apurer les emprunts contractés par l'Etat, à financer l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des utilisations. Le solde des surtaxes encaissées s'élevaient à 2 536 Millions de FCFA au 31 décembre 2004.

Conformément au **contrat d'affermage**, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2004, le solde de cette Contribution Développement était de +421 Millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Concédante (Etat de Côte d'Ivoire) qui en supportera le remboursement par prélèvement sur les comptes de surtaxes et conservera la propriété des ouvrages livrés. L'endettement SODECI est compensé par les immobilisations financières de même montant.

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau : La part de SODECI sur le tarif appliqué au consommateur est de 182,60 FCFA/m³ (part SODECI) jusqu'au 30 septembre 2004. A compter du 1^{er} octobre 2004, le tarif passe à 228 FCFA/m³ conformément au décret du 6 août 2004 pour la période quinquennale 2003-2007. La différence avec l'ancien tarif (228 FCFA contre 182,6 FCFA/m³ part SODECI) a été comptabilisée en chiffre d'affaires eau (du 1^{er} octobre 2003 au 30 septembre 2004) et, par prélèvement sur le fonds de développement en 2004 soit 4 849 Millions de FCFA.

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉS (EN MFCFA)

	2004	2003
Vente d'eau HT	29 450	25 789
Travaux	6 020	5 376
Services vendus	2 589	1 643
Produits accessoires	358	381
Chiffre d'affaires	38 427	33 250

Autres produits et autres charges : SODECI a signé en 2004 un protocole d'accord avec l'Union Européenne pour la fourniture de produits de traitement dans la zone difficile ainsi que le renouvellement de matériels (caisses à outil...). Ce don en produits de traitement dans la zone difficile est évalué à 384 Millions de FCFA. Nous avons effectué un apurement du contentieux en 2004 à hauteur de 2,7 Milliards de FCFA bruts couvert par les provisions pour la part SODECI. Des créances sur les comptes clients ont été apurées à hauteur de 340 Millions de FCFA. Au cours de l'exercice 2004, SODECI a fait l'objet d'une vérification générale portant sur les années 2001 à 2003 qui s'est soldée par un redressement de 900 Millions de FCFA couverts par nos provisions.

Produits et charges sur exercices antérieurs

Le différentiel de tarif (entre 228 F/m³ et 208,32 F/m³) appliqué à compter du 1^{er} octobre 2003 nous a été payé en 2004 soit un produit sur exercice antérieur de 579 Millions de FCFA.

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les rémunérations versées aux membres du conseil d'administration sont de 28 Millions de FCFA pour l'exercice 2004.

Résultat Hors activités ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires de 2004 s'élève à +127 Millions de FCFA.

Engagements financiers (hors bilan en FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (concessions).

Engagements Reçus	Engagements Donnés
629 142 416	1 041 060 648

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

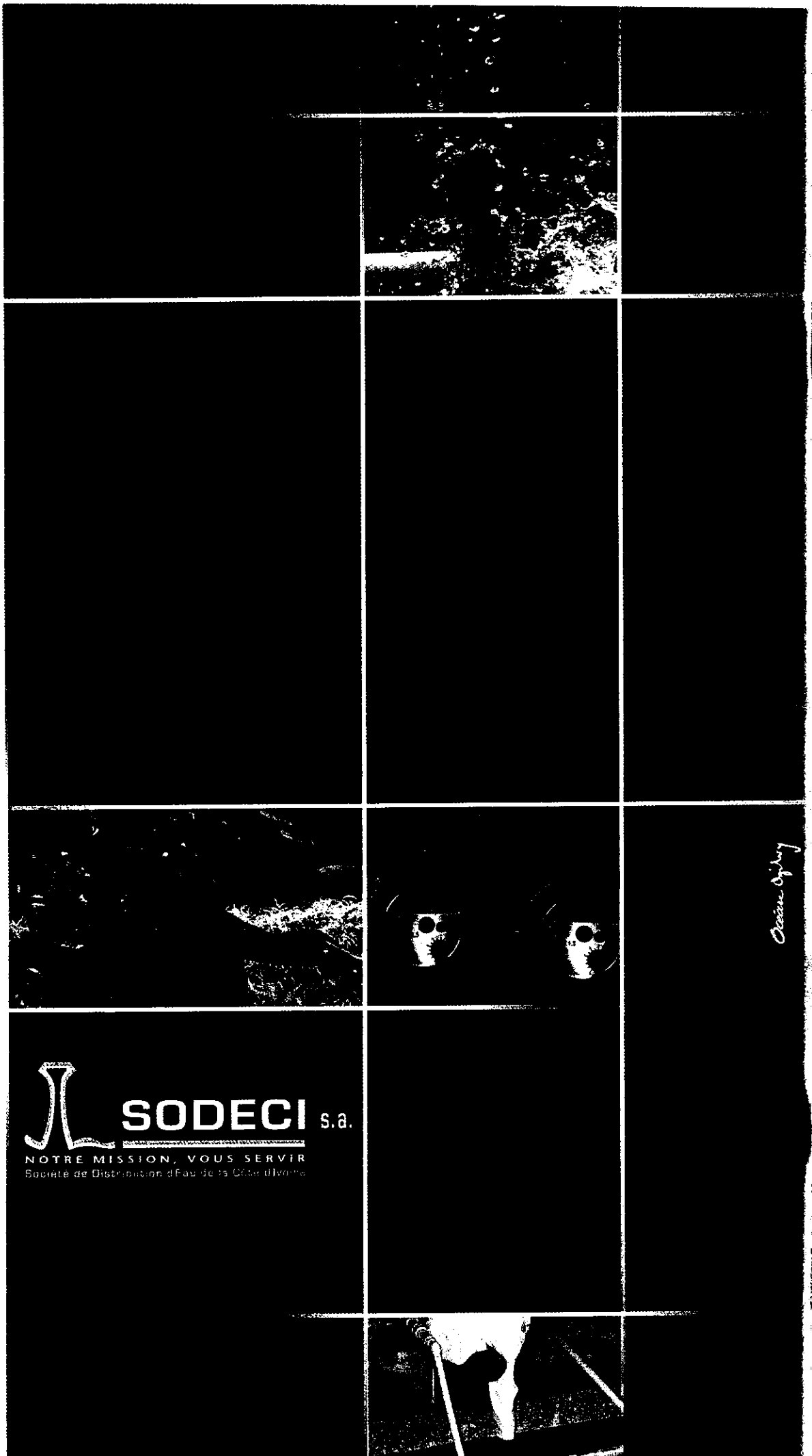
Saur International	46,
SIDIP	4,
Etat de Côte d'Ivoire	3,
Divers Ivoiriens	38,
Divers Etrangers	0,
FCP SODECI	7,

Filiales : SODECI détient 85% du capital LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'impos (Congés payés personnel, autres provisions déductibles). Conformément aux prescrits de l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice comptabilisé.

Evénements post-clôture
Néant



Cherchez l'eau

JL SODECI S.A.
NOTRE MISSION, VOUS SERVIR
Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire